

rien ne serait plus avantageux pour les propriétaires de fermes que d'obliger leurs employés à prendre connaissance des enseignements agricoles que fournit la *Gazette des Campagnes*, et si leurs fermiers ne savent pas lire, que les propriétaires en confient la lecture à leurs enfants; ce ne sera pas une peine perdue; l'instruction agricole que les enfants auront acquise par ce moyen les attachera davantage au METIER DE LEURS PÈRES.

En attendant, espérons que les cultivateurs comprendront mieux leurs intérêts et ceux de leur pays, s'appliqueront davantage à tirer parti des immenses ressources d'engrais qu'ils ont sous la main.

La production n'a peut-être pas de limite. Dieu, dans sa bonté infinie, a placé, à nos côtés, les moyens de l'accroître sans cesse. Nous n'avons qu'à chercher, pour trouver, qu'à nous baisser pour ramasser. Mais pour chercher, il faut avoir, au moins, une espérance. Or, dans l'état actuel de l'instruction des populations rurales, les cultivateurs, nous voulons dire l'immense majorité, n'ont pas assez l'idée des transformations que subit la matière. Aussi, tout jeune homme intelligent, ne voyant dans l'agriculture qu'un métier de manœuvre, quitte les champs pour la ville. On ne peut le nier, et nous savons quels en sont, à tous les points de vue, les tristes conséquences.

Efforçons-nous donc d'éclairer autour de nous, et faisons des vœux pour que l'instruction donnée aux enfants des cultivateurs les attache davantage au sol qui les a vus naître. Puisse-t-on, nous voir le jour où l'homme des champs, au lieu de s'occuper de choses qui ne lui rapportent aucun profit, causera science agricole et lira assidûment les journaux spécialement consacrés aux intérêts de l'agriculture.

REVUE DE LA SEMAINE

Le Parlement Allemand a été ouvert le 27 octobre dernier; environ deux cents députés étaient présents. L'Empereur Guillaume a lu à haute voix le discours du Trône dont le télégraphe a déjà transmis l'analyse de ce côté-ci de l'Atlantique. Voici les réflexions qu'il suggère au *Monde*, journal publié à Paris:

L'Empereur parle avec la tranquillité et l'assurance d'un prince sûr de sa politique, et des alliances qui l'établissent. Sans faire mention de la France, il se plaint avec hauteur des injustes soupçons dont sa politique aurait été l'objet, et laisse entrevoir que la guerre n'est pas impossible. C'est nous qui troubons l'onde pure où, comme un agneau paisible, l'Allemagne est en train d'étaucher sa soif.

Recommencer la guerre avec la France, personne n'en a jamais douté; c'est le but de la politique de Bismarck. A tout prix il la veut. De toute manière il presse sa rivale, il l'obsède. Il fait des propositions impossibles, espérant qu'enfin elle refusera de se rendre à ses caprices. Et alors le temps sera venu de reprendre ce qu'il a manqué en 1870-71: ruiner à jamais la France, la Fille aînée de l'Eglise. Car, qu'en ne l'oublie pas, c'est l'Eglise que Bismarck veut atteindre en s'attaquant à la France.

Voici quelle a été la suite de ses démarches, depuis que les cinq milliards sont payés; car jusque là il avait été très-paisible; ne fallait-il pas se faire bien payer, avant de chercher querelle de nouveau?

D'abord Bismarck en voulut aux évêques français, à la presse religieuse; Emprisonner les évêques qui avaient la fantaisie de ne point l'admirer ni de l'aimer, a été sa première inspiration. Puis il enjoignit au gouvernement de Versailles de taper sur les journaux catholiques qui lui man-

quaient de respect en signalant avec trop de justesse les vices de sa diplomatie. *L'Univers*, et *L'Union* entre autres ont payé cher leur dévouement à l'Eglise, leur patriotisme, et leur franchise.

Tout récemment, c'était autre chose; MacMahon recevait l'injonction formelle de retirer des eaux de *Civita-Vecchia* le bâtiment inoffensif, l'*Orénoque*, que la France y tenait depuis quelques années et de reconnaître solennellement le gouvernement du maréchal Serrano, brigand arrivé à la présidence de la prétendue République Espagnole.

Aujourd'hui, c'est autre chose. C'est encore la Prusse qui frappe; mais elle veut humilier sa victime, et se sert du gouvernement de Madrid pour porter ses coups. Serrano, prenant le ton insolent d'un parvenu, reproche à la France de favoriser Don Carlos et indique la conduite qu'elle devra tenir à l'avenir. Voici, d'après M. Chantrel, l'analyse de la Note qu'il a fait remettre à M. Decazes, ministre des affaires étrangères, en France:

Cette Note exprime d'abord le regret que les espérances créées par la reconnaissance du gouvernement espagnol n'auraient pas été réalisées. La conduite des agents français de la frontière serait en désaccord avec les assurances amicales données par M. le duc Decazes. M. Vega de Armijo, ambassadeur d'Espagne, attire sur quelques faits désagréables l'attention du ministre des affaires étrangères français dont il connaît la bienveillance à l'égard de l'Espagne.

Suit l'exposé de ses plaintes, au sujet des facilités que rencontre la contrebande dans les Pyrénées et sur la Bidasoa. M. de Armijo n'exouse pas une autre nation, qui fournit également aux Carlistes des armes et des munitions; mais le cas est différent; car ses vaisseaux sont obligés de s'exposer aux dangers d'un long voyage.

La protection que le gouvernement français accorde aux carlistes se manifeste d'une façon évidente avec le commencement de cette campagne, quand Don Carlos se réfugia en France, après sa défaite d'Oroquieta; S'il est vrai que Lizarraga avait un passe-port de Bayonne à Perpignan, ce passe-port ne s'étendait pas à sa suite, composé de vingt-neuf personnes et de quinze chevaux.

Les plaintes des consuls espagnols démontrent que le gouvernement français, averti à temps, n'a tenu aucun compte de leurs réclamations, la présence de Don Carlos à Bayonne et à Pau fut signalée le 2-mai 1872, par le consul espagnol qui demanda inutilement son arrestation. Le baron de la Torre et le duc de la Rocca ne furent pas interdits, quoiqu'ils fussent à Pau et à Bordeaux pour des achats carlistes. La prétendue reine d'Espagne (la princesse Marguerite) ne fut pas inquiétée non plus.

En ce qui concerne les chevaux, la Note dit qu'ils passent, non par les défilés gardés par les espagnols, mais par les défilés gardés par les carlistes. La France devrait interdire ce transport non autorisé par l'Espagne.

La Note demande enfin le changement des autorités des départements limitrophes et l'exclusion absolue des carlistes du territoire français. Elle termine en disant que des forces françaises considérables devraient agir de concert avec les Espagnols de l'autre côté de la frontière.

Maintenant que va faire la France? Va-t-elle poursuivre dans la voie des concessions?—Car il y a évidemment, derrière Serrano les canons et les soldats d'une puissance qui a coutume d'être obéie; et personne n'en doute en France. Mais si la France hésite, que va-t-il arriver? C'est ce que de toutes parts on se demande.

Cependant nous ne pouvons croire à une guerre immédiate. La Prusse ne se croit pas encore prête. Elle sait que